

# GOOD PRACTICES 4

Directeur de publication:

Kevin AMBAH EVINA

Siège RUE 5027 Titi Garage

BP 14760 Yaoundé Cameroun

✉ secretariat@affirmativeact.org

Site Web : www.affirmativeact.org

f Affirmative Action Officiel

Semestriel N° 00004 Décembre 2022



Magazine de capitalisation des bonnes pratiques relatives aux droits humains au genre à la recherche et au renforcement des systèmes communautaires

## NFM4 : Les populations clés et vulnérables préparent leur participation...



## Distribution de l'autotest du VIH : les apports du projet star



## Bonnes pratiques en matière de gestion financière dans les organisations



**CAMNAFAW** Cameroon National Association for Family Welfare



## NFM4 : Les populations clés et vulnérables préparent leur participation...

Le Cameroun, comme bien nombre de pays d'Afrique subsaharienne est fortement touché par les épidémies de VIH/Sida, Paludisme et Tuberculose.

Pour faire face à ces trois (03) maladies, le Cameroun bénéficie depuis 2005 des financements du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme pour la mise en œuvre de stratégies pertinentes visant l'éradication de ces trois (03) maladies. La mise en œuvre de ces stratégies, passe par une concertation nationale pays coordonnée par l'Instance de Coordination Nationale du Fonds Mondial de lutte contre le VIH/SIDA, le Paludisme et la Tuberculose (ICN), qui est le Dialogue Pays. Cette concertation nationale impliquant tous les acteurs de la société civile a pour but l'élaboration d'une Note Conceptuelle tous les trois (03) ans.

Afin d'engager davantage les populations clés et vulnérables et d'accompagner l'ICN dans l'élaboration de la Note Conceptuelle comptant pour le cycle 2024-2026, dont le processus de rédaction débutera certainement au premier trimestre 2022, les populations clés et vulnérables se préparent à renforcer leur représentativité et leur participation lors de ces processus de prise de décisions qui les concernent, ce par le biais de diverses initiatives. L'idée est de s'assurer que les spécificités des groupes clés et vulnérables soient réellement prises en compte dans le nouveau modèle de financement du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme au Cameroun.

Suivant cette démarche, au niveau d'Affirmative Action, plusieurs initiatives ont été implémentées depuis des mois déjà pour renforcer cette participation. Notamment dans le cadre du projet AZIMA, dans lequel des forums de discussions ont été organisés avec Hommes ayant des rapports Sexuels avec des Hommes (HSH) et les personnes Transgenres (TG). Ces forums ont permis principalement de faire un état de la participation de ces populations et de re-



lever les goulots d'étranglement et divers problèmes qui entrave cette participation. Par la suite une taskforce a été mise en place et un plan opérationnel a été établi dans le cadre du même projet, dans le but d'assurer la redynamisation des OSC dans le cadre de ces processus du Fonds Mondial. C'est dans cette continuité qu'Affirmative Action avec le concours financier de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et de l'ONUSIDA, met en œuvre un projet qui a pour objectif principal de mener des actions de plaidoyer pour la prise en compte des besoins prioritaires des populations clés et vulnérables dans la Note Conceptuelle du Global Cycle 7 (GC7) (qui remplace le nouveau modèle de financement 4) du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme au Cameroun. Autrement, il s'agit d'identifier, avec le concours des responsables d'organisations travaillant avec ces populations, les besoins et priorités des populations clés et vulnérables afin de nourrir et porter des actions de plaidoyer et de lobbying fortes et d'assurer et soutenir la participation de certains leaders de la société civile aux sessions de rédaction de la Note Conceptuelle pour s'assurer que les besoins des populations clés et vulnérables soient effectivement pris en compte.

A l'instar d'Affirmative Action, diverses autres OSC prennent des initiatives allant dans le sens de se préparer et de se renforcer en vue d'assurer une participation massive et pertinente lors de ces échéances du dialogue pays et de la rédaction de la note conceptuelle.

**Kevin AMBAH EVINA**

Directeur Exécutif / Affirmative Action

### **Rédacteur en chef :**

Stéphan TIECK (Chargé de projet)

### **Comité de relecture :**

Dr NGO SECBE Jessica (Health Spécialist )

Dr DJAYA Joëlle (Health Spécialist )

Edith MOUNA (Directrice Administrative et Financière )

Montserrat MFOULOU (Chargé de Communication )

Yves Roger BELINGA (Community Manager)

Jacques OMBILITEK ( Directeur Exécutif Adjoint)

Francis D. NANG NANG (Health Spécialist )

Ginnette ONGBESSAK (Comptable)

Annick ESSONO (CNLS)

### **Comité de suivi :**

Jacques OMBILITEK (Directeur Exécutif Adjoint),

Judith Patricia NGOBO A BOKO (Directrice des Programmes)

Montserrat MFOULOU (Chargé de la Communication)

### **Création graphique:**

Hervé YUDDOM YUUBI (C.E.O Y-Graphic Design)



# LE FONDS MONDIAL

## ACTUALITÉ

### Changement de PR au Cameroun

Selon le rapport d'audit du Bureau de l'Inspecteur Général du Fonds Mondial de lutte contre le VIH, depuis 2003 environ 608 millions d'euros ont été décaissés au profit du Cameroun, dont 167 millions et 54 millions d'euros pour les cycles de financement 2017-2019 et 2020-2023, respectivement. Pour ces deux cycles de financements, deux récipiendaires principaux assurent la gestion des subventions du Fonds mondial : le Ministère de la Santé à travers ses trois programmes nationaux de lutte contre les maladies, et une organisation de la société civile locale (la CAMNAFAW) pour les interventions de lutte contre le VIH et la Tuberculose au niveau communautaire.

Depuis février 2022, un désaccord entre le Secrétariat du Fonds mondial et le Conseil d'administration de la CAMNAFAW a poussé le Secrétariat à appliqué des mesures pour s'assurer que les risques susceptibles d'affecter les subventions soient limités. Dès lors, les montants des décaissements ont été réduits, puis suspendus complètement en juillet 2022 et un admi-

nistrateur provisoire a été désigné pour assurer le recrutement d'un nouveau Récipiendaire Principal. En octobre 2022, à la fin du processus de recrutement, l'organisation internationale CARE a été retenue pour assurer la fin de la subvention au Cameroun.

Cette période de transition vers un nouveau récipiendaire communautaire principal a affecté la mise en œuvre de la subvention. Des activités prévues – telles que la vérification des données sur site, l'assistance technique pour renforcer les interventions à base communautaire, l'expansion dans deux nouvelles villes d'offre de services de prévention de la transmission du VIH au travers de la prophylaxie Pré-Exposition au VIH (PrEP) et la formation des travailleurs communautaires à l'auto-diagnostic du VIH – n'ont pas pu être mises en œuvre. A date les activités restent toujours suspendues, en attendant la signature du contrat entre CARE Cameroun et le Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme.

**Stéphan TIECK**  
Chargé de Projet

## DOSSIER

### Bonnes pratiques en matière de gestion financière dans les organisations

Cette année 2022 a débuté avec des tensions de trésorerie qui ont quelque peu retardés les virements et ont ralenti la mise en œuvre des activités pour toutes les organisations à vocation Fonds Mondial au Cameroun ; Cette situation conjoncturelle a eu un fort impact sur les taux de consommation faibles avec pour corolaire un bas taux de réalisation d'atteinte des indicateurs par rapport aux prévisions et surtout a entraîné sur le plan comptable d'énormes engagements.

Cette situation conjoncturelle s'est également fait ressentir au niveau de l'accompagnement des sous récipiendaires (SSR). Suite à cette insuffisance des fonds, ils n'ont pas pu bénéficier systématiquement de tout l'accompagnement requis des équipes régionales. Les Appui institutionnels des SSR, les primes fixes des pairs éducateurs, les indemnités des prestataires des Drop In Center (DIC), les activités périodiques ; les campagnes de dépistage volontaire (CDV) et autres sont passés en engagement.

Avec les flux important de fonds intermittent virés pour le règlement de ces engagements les sous récipiendaires (SR et SSR) ont eu beaucoup de mal à mettre en place et à justifier ce système de comptabilité d'engagement inhabituel ; les SR et SSR pratiquaient jusque-là une comptabilité de trésorerie ; il faut préciser ici que du NFM1 au NFM2 jamais les organisations (SR, SSR) n'avaient connu pareil marasme économique, le Fonds Mondial avait toujours doté ses récipiendaires de flux important de fonds liés à leur plan d'action, les SR procédaient automatiquement aux décaissement pour la mise en œuvre de leurs activités respectives. C'est face aux difficultés rencontrées par les SR lors des audits des cabinets LFA, Deloitte, EY TUNISIE du fait d'avoir changé de système comptable au cours d'un exercice ; contraint de passer d'une comptabilité de trésorerie qui est une comptabilité assez simplifiée, (d'encaissement et de décaissement) à la comptabilité d'engagement encore dite « comptabilité créances et dettes » qui est plus complexe que nous avons recensé et élaboré quelques conseils et de nouvelles bonnes pratiques ont permis d'améliorer



la gestion financière des fonds acquis pour le règlement des engagements en particulier et en général pour l'atteinte des objectifs globaux du projets.

Dans de nombreuses organisations, on accorde peu d'importance à la gestion financière. Ceci se traduit souvent par une mauvaise planification financière. Or les organisations opèrent dans un univers concurrentiel et en évolution rapide. Pour assurer la survie de leur organisation dans ce contexte difficile, les dirigeants doivent comprendre les instruments de gestion financière et acquérir la confiance nécessaire pour en faire plein usage.

La bonne pratique de la gestion financière dans les organisations :

Aidera les dirigeants à utiliser les ressources de façon efficace et performante afin d'atteindre les objectifs et de tenir les engagements pris auprès des partenaires.

D'une part, d'assurer la sécurité

de l'organisation, c'est-à-dire sa solvabilité, mais aussi sa flexibilité, en fournissant les fonds nécessaires à l'exploitation courante et à l'acquisition d'équipements, tout en tenant compte des aléas auxquels l'organisation peut être confrontée;

D'autre part, de garantir la redevabilité et la reddition des comptes de l'organisation envers ses bailleurs de fonds et l'optimisation de ses ressources à moyen et long terme.

Permettra de gagner l'estime et la confiance des agences de financement, des partenaires et des communautés bénéficiaires.

La gestion financière est indispensable au pilotage d'une organisation, elle passe nécessairement par une gestion comptable régulière et de qualité qui permet de fournir aux dirigeants des éléments financiers destinés à faciliter la prise de décision.

Il existe 2 méthodes pour tenir la comptabilité dans les organisa-

tions :

La comptabilité de trésorerie (ou comptabilité simplifiée),

La comptabilité d'engagement (ou comptabilité dite « en partie double »).

Si les deux systèmes existent, ils ont une approche très différente. La comptabilité de trésorerie idoine à nos (SR&SSR) et pratiquée du NFM1 au NFM2 enregistre les flux de trésorerie, et la comptabilité d'engagement qui s'est quelque peu imposée au troisième trimestre 2021 du NFM3 avec la situation conjoncture économique sus citée, enregistre quant à elle en plus des flux de trésorerie, les créances et les dettes. La première est simple, la seconde est plus complexe. Les difficultés rencontrées lors des audits des cabinets de renom international Deloitte et le LFA et certain, membre du BIG four tel que EY Tunisie, nous ont permis d'identifier nos faiblesses ponctuelles et dans la mise en œuvre des recommandations nous avons corrigé les processus et les contrôles qui ne fonctionnaient pas efficacement. C'est dans cette optique que pour anticiper sur les difficultés suscitées et pérenniser les bonnes pratiques ; nous avons conçu pour les organisations un aide-mémoire à la bonne justification des engagements. Vous l'aurez compris une bonne gestion financière permet donc d'éviter les tensions de trésorerie, d'être transparent, gage d'un regain d'estime et la confiance du Fonds Mondial et bien d'autres partenaires et bailleurs de fonds. Pour cela, un suivi régulier de vos comptes est nécessaire sans oublier de garder toutes les pièces justificatives.

## AIDE-MEMOIRE A LA BONNE JUSTIFICATION DES ENGAGEMENTS

## VIREMENTS DES FONDS

<b>A-Virement des fonds aux SSRs</b>	<p><b>Effectuer le virement par ligne budgétaire c'est à dire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1- Un ordre de virement aux SSRs pour les primes fixes par mois de règlement ;</li> <li>2- Un ordre de virement aux SSRs pour l'Appui Institutionnel par mois de règlement ;</li> <li>3- Ordre de virement aux SSRs pour indemnités des prestataires des par mois de règlement;</li> <li>4- Un ordre de virement aux SSRs pour les activités du trimestriel suivant vos procédures</li> </ul>
--------------------------------------	--

## JUSTIFICATION DES DEPENSES

<b>B-Engagements des indemnités des prestataires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ordre de virement des fonds de la coordination régionale vers les prestataires du DIC (si paiement effectué par la cellule régionale), Où</li> <li>- Ordre de virement des fonds de la coordination régionale vers les SSR (si paiement effectué par l'OBC): dans ce cas précis, joindre également l'ordre de virement des fonds de l'OBC vers les différents prestataires du DIC;</li> <li>- Liste du personnel de l'OBC faisant ressortir clairement les noms et numéros de téléphone des Prestataires du DIC ;</li> <li>- Photocopie contrat de tous les prestataires ;</li> <li>- Copie rapport narratif d'activité du DIC de la période ;</li> <li>- Photocopie CNI des prestataires signée 3fois + numéro de téléphone ;</li> </ul>
<b>C-Engagements périodique primes fixes des PE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ordre de virement des fonds de la cellule régionale vers le SSR ;</li> <li>- Liste du personnel du SSR faisant ressortir clairement les noms et numéros de téléphone des PE ;</li> <li>- Photocopie contrat du PE ;</li> <li>- Copie rapport narratif d'activité du SSR de la période ;</li> <li>- Photocopie CNI du PE signée 3fois + numéro de téléphone ;</li> <li>- Bordereau d'envoi et retrait des fonds (si paiement effectué par le SSR), ou ordre de transfert état de paiement Express Exchange ou Express Union +copie mail de transmission, listing Express Exchange ou Express Union (si paiement effectué par la cellule régionale</li> </ul> <p><b>NB : Toujours joindre le contrat qui lie le SR au SSR</b></p>
<b>D-Engagements périodique Appui Institutionnel des SSR</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>1- indemnités du Coordonnateur, superviseur et comptable</b></li> <li>- Ordre de virement des fonds de la cellule régionale vers les SSR</li> <li>- Liste du personnel d mettant en exergue le noms, numéros du téléphone du coordonnateur, superviseur et comptable du SSR ;</li> <li>- Copie contrat du Coordonnateur, superviseur et Comptable;</li> <li>- Photocopie CNI signée trois fois avec numéros de téléphone ;</li> <li>- Bordereau d'envoi et retrait des fonds.</li> <li><b>2- Loyer</b></li> <li>- Contrat de bail ;</li> <li>- Bordereau envoi et retrait des fonds ;</li> <li>- Photocopie CNI bailleur signée trois</li> <li>- Reçu de paiement délivré par le bailleur</li> <li><b>3- Fourniture de bureau</b>, communication téléphonique et internet</li> <li>- Fiche de besoin ;</li> <li>- Bon de caisse ;</li> <li>- Facture.</li> <li><b>4- Frais de transfert des fonds et frais bancaires</b></li> <li>- Photocopie des bordereaux d'envoi et surligner le montant des frais de transfert ;</li> <li>- relevé bancaire de l'OBC de la période indiquée;</li> <li>- Fiche récapitulative des frais bancaires.</li> </ul>

**Boris NOUBISSIE**  
Contrôleur de Gestion



## DISTRIBUTION DE L'AUTOTEST DU VIH : LES APPORTS DU PROJET STAR

Les approches ciblées et de proximité, du dépistage du VIH sont évoquées dans le Plan Stratégique National (PSN) 2018-2022 de lutte contre le VIH, le Sida et les IST comme des stratégies complémentaires pour l'amélioration de la couverture du dépistage auprès des populations clés et vulnérables.

Le projet « HIV Self-Testing Africa Initiative » (STAR) qui est un projet catalytique du Fonds Mondial de lutte contre le VIH, la Tuberculose et le Paludisme, fût le démarrage d'un premier projet d'auto-dépistage du VIH (ADVIH) au Cameroun, financé par UNITAID, avec pour maître d'ouvrage l'Association Camerounaise pour le Marketing Social (ACMS). L'objectif était d'apporter un appui au gouvernement du Cameroun en vue d'éliminer les barrières liées au développement du marché de l'auto-dépistage volontaire du VIH, à travers la mise en place des structures, des systèmes et des mécanismes de surveillance nécessaires à la durabilité des ac-

tions sur le long terme.

Pour assurer la mise en œuvre de ce projet, trois modèles de distribution de l'ADVIH (distribution dans les Formations Sanitaires (FOSA), la distribution en Entreprise et la Distribution en Communauté) ont été mis en œuvre et ont donné une base forte pour la suite de l'ADVIH au Cameroun. Ainsi, les résultats issus de la mise en œuvre du projet montrent que, 84% de tests distribués ont eu des retours. De ces retours, le taux de séropositivité enregistré était plus élevé dans la distribution en FOSA (3,7%), suivi de la distribution en entreprise (0,5%) et de la distribution en communauté (0,2%). Il est intéressant de voir ici que le taux de séropositivité issu de la distribution en entreprise est quand même supérieur à la distribution en communauté.

De ces résultats, fort est de constater que les stratégies utilisées dans la mise en œuvre du projet apportent un regain d'informations pour parfaire et combler les Gaps rencontrés dans la

mise en œuvre de l'ADVIH dans le cadre du projet Fonds Mondial (FM). Dans le cadre du projet FM, le réel problème rencontré est celui du retour des résultats réactifs des bénéficiaires. Dans le projet STAR, la combinaison entre la supervision formative des acteurs de mise en œuvre, le mapping des sous-groupes et zones à risque, l'intégration des activités ADVIH dans les routines des FOSA et des pairs éducateurs, l'intensification du suivi actif des clients après dispensation de l'autotest, la mise en place d'une équipe cadre et la formation des pairs éducateurs ont permis un retour conséquent des résultats, soit 84% de retours.

Le modèle de distribution ciblant les travailleurs sur leurs lieux de travail permettait d'atteindre les hommes qui ne se font pas dépister soit parce qu'ils n'ont pas souvent le temps, ou alors à cause de l'éloignement de la FOSA. Les résultats nous montrent que la distribution en entreprise était plus efficace que la distribution en communauté. La distribution en entreprise pourrait être considérée comme une innovation.

Par ailleurs, le projet STAR a créé un environnement propice à l'institutionnalisation de l'ADVIH dans le pays, et à l'appropriation par les acteurs de mise en œuvre. Cependant, il est important de noter que si l'ADVIH est la porte d'entrée à la connaissance du statut sérologique, il ne présente un bénéfice optimal, tant au niveau individuel que collectif, que si les efforts sont faits pour atteindre les personnes difficiles à atteindre, dans des endroits d'accès et si l'autotest est suivi d'un lien aux soins et d'une prise en charge adéquate.

**Francis Duhamel NANG NANG**  
Spécialiste en Santé